

Requesting Organization :	VITALITE PLUS				
Allocation Type :	Allocation standard 2				
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage			
Protection		100			
		100			
Project Title :	Assurer la prise en charge psychosociale et médicale des victimes des VBG dans les communautés hôtes et les zones de retour dans la Nana-Gribizi (localité des Mbrès) et la Ouaka (localité de Kouango).				
Allocation Type Category :					
OPS Details					
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-15/HCF10/9/PROT/NGO/1254		
Cluster :		Project Budget in US\$:	233,645.65		
Planned project duration :	9 months	Priority:			
Planned Start Date :	15/09/2015	Planned End Date :	15/06/2016		
Actual Start Date:	15/09/2015	Actual End Date:	15/06/2016		
Project Summary :	<p>Depuis le déclenchement des crises en Centrafrique jusqu'à ce jour, de nombreux cas de violation des droits humains et des violences sexuelles et basées sur le genre continuent d'être rapportés dans les sites IDP, certaines familles d'accueil, les lieux de refuge (brousse...) et même certaines zones de retour. Selon l'analyse des cas pris en charge et documenté à travers le GBVIMS publié dans le document de l'« Analyse de la situation des violences basées sur le genre (VBG) en République Centrafricaine entre Janvier et Décembre 2014 » du sous-cluster VBG, par rapport au statut des victimes, la majorité des usagers des services offerts dans le cadre du GBVIMS sont des personnes résidents en Centrafrique. Il est pourtant à noter que 29% des survivants sont des déplacés internes et 2% sont retourné, 2% des réfugiés. Les mineurs sont les 20% des victimes des VBG. Il s'agit principalement des adolescentes âgées entre 12 et 17 ans. 25% des viols sont des abus sexuels sur les enfants et 36% des mariages forcés sont des mariages d'enfant.</p> <p>Ainsi, VITALITE PLUS à envisager sa contribution pour assurer la prise en charge psychosociale et médicale des victimes des VBG dans les communautés hôtes et les zones de retour dans la Nana-Gribizi (localité des Mbrès) et la Ouaka (localité de Kouango).</p>				
Direct beneficiaries :					
	Men	Women	Boys	Girls	Total
	438	1,813	468	533	3,252
Other Beneficiaries :					
Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	85	1,393	406	446	2,330
Internally Displaced People	353	420	62	87	922
Indirect Beneficiaries :					
Les bénéficiaires indirects sont toutes les communautés tant PDIs que hôtes des localités ciblées par le présent projet et qui ne sont pas directement impliquées ou concernées par les activités programmées ici..					
Catchment Population:					
Link with allocation strategy :					
Le présent projet cadre avec la stratégie de la présente allocation du CHF du fait qu'il s'appuie sur les objectifs sectoriels 3 et 6 pour le secteur de la protection, qui cadre avec les objectifs stratégiques 1,2,3, et 4 du SRP 2015. En cela, le projet cible surtout les enfants/adolescents et femmes victimes et survivantes des VBG dont il faut renforcer le mécanisme de protection et prise en charge communautaire.					
Sub-Grants to Implementing Partners :					
	Partner Name	Partner Type	Budget in US\$		

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
MAITRE KOUDOUBADA Emmanuel	Directeur Exécutif	direx@vitalite-plus.org	+236 70 95 18 71

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis**

Du constat fait sur le terrain lors des différentes évaluations, il ressort que le contexte sécuritaire des localités des Mbrès (Nana-Gribizi) et Kouango (Ouaka) ont été marqué par une longue crise qui a entraîné nombreuses personnes a quitté leurs lieux de résidence pour des sites des IDPs, les familles d'accueil ou se réfugier en brousse, privées du droit fondamental d'aller et venir, ce qui est contraire à la déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 Décembre 1948 et à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adopté le 27 juin 1981. Face à cette situation, la cohésion sociale n'existe pas si non que de nom. Malgré l'existence d'une amélioration partielle des conditions sécuritaires dans le pays et surtout dans les grands centres urbains, ce qui n'est pas le cas dans les axes et surtout pour ceux et celles qui sont dans les sites des PDIs et les zones de retour. Sur la base de l'analyse des données de l'Enquête à Indicateur Multiple de la Santé (MISC) réalisée par l'ICASEES en juin 2012, il ressort que le mariage précoce est estimé à 60%, les Mutilations Génitales Féminines à 24% et les attitudes d'acceptation de la violence domestiques subis par les femmes sont à 80% pour les femmes et 84% pour les hommes, ce qui est loin de contribuer à l'atteinte des objectifs de la plate forme de la Conférence de Beijing de 1995 sur les violences et sur la protection des femmes, des dispositions de la Déclaration du Millénaire sur les formes de violences à l'égard des femmes, de la Résolution des Nations Unies sur l'Intensification des Efforts pour l'Elimination de toutes les formes de violences à l'Egard des Femmes, et ceux de la Campagne visant l'éradication de la violence faite aux femmes d'ici à 2015. L'étude montre que le type le plus fréquent de VBG est la violence psycho émotionnelle, sous forme de violence verbale, et celle physique (65%). Les violences sexuelles sont estimées à 42% les violences sexuelles (47% femmes et 33% hommes). En nous référant à l'analyse des cas pris en charge et documenté à travers le GBVIMS publié dans le document de l'« Analyse de la situation des violences basées sur le genre (VBG) en République Centrafricaine entre Janvier et Décembre 2014 » du sous-cluster VBG, par rapport au statut des victimes, la majorité des usagers des services offerts dans le cadre du GBVIMS sont des personnes résidents en Centrafrique. Il est pourtant à noter que 29% des survivants sont des déplacés internes et 2% sont retourné, 2% des réfugiés. Les mineurs sont les 20% des victimes des VBG. Il s'agit principalement des adolescentes âgées entre 12 et 17 ans. 25% des viols sont des abus sexuels sur les enfants et 36% des mariages forcés sont des mariages d'enfant. Dans la même période, le système d'alerte précoce du cluster santé a pu identifier 634 incidents de viols déclarés et assistés dans 35 formations sanitaires du pays (Bambari, Kaga-Bandoro et Bangui). Et, même si de juillet à décembre 2014, MSF-F a pu prendre en charge 321 personnes survivantes (dont 90% femmes, 8% enfants et 2% hommes) de violence sexuelle. Seulement 8% d'incidents ont reçus la prise en charge médicale dans les 72hrs suivant l'incident. Somme toute, il ressort qu'il n'y a pas assez d'animateurs, points focaux VBG et relais communautaires (homes/femmes/garçons/filles) sur le terrain qui connaissent les principes directeurs et l'accueil des survivantes, et qui maîtrisent le circuit de référencement pour la prise en charge des VBG dans les quartiers/villages... Et, en se basant sur la loi N° 06.005 du 20 Juin 2006 relative à la Santé de Reproduction en son article 17 qui indique que l'Etat, les collectivités locales, les groupements communautaires et les autres personnes morales, par le biais de leurs représentants, doivent veiller à la sauvegarde, à la protection et à la promotion du droit de tout être humain en matière de la santé de reproduction, VITALITE PLUS se propose d'envisager une réponse à ces problèmes.

2. Needs assessment

Dans ces conditions et pour asseoir les bases de son intervention, VITALITE PLUS et ses partenaires OCHA, UNFPA, UNICEF, OMS, IRC, MERCY CORPS..., ont réalisé des évaluations à Kouango, Ippy, aux Mbrès, à Markounda, et autres. Les résultats de ces multiples évaluations sur le terrain qui ont révélé que de nombreux cas de violation des droits humains et des violences sexuelles et basées sur le genre continuent d'être rapportés dans les sites PDIs, certaines familles d'accueil, les lieux de refuge (brousse...) et même les zones de retour. Que malgré les efforts consentis par certains partenaires humanitaires (MINUSCA, Les ONG, les Agences du SNU...) pour rétablir la confiance entre les communautés, les éléments armés continuent d'alimenter les tensions et les violences entre les communautés. Prêt de la moitié des communautés ne connaissent pas les techniques d'accompagnement social et les méthodes de référencement des survivantes et victimes des VBG, même les autorités et leaders communautaires influents ne connaissent pas grand chose du droit international humanitaire et des droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants. Dans certaines localités ciblées par le présent projet, il existe certes des comités de paix, mais les membres ne sont pas formés et ne connaissent pas les basiques en termes de communication pour un changement de comportement, l'identification des victimes des VBG et l'appui à leur réinsertion. En plus, il y a très peu de points d'écoute qui soient trop visibles sur les sites des PDIs ou dans les communautés et mieux orientés aux enfants et femmes victimes des VBG. La fermeture de la plus part des FOSA et l'éloignement des PDIs de leurs lieux de résidence empêchent les victimes et survivantes des VBG de bénéficier des services de soins appropriées administrés par du personnel qualifié. Pour les quelques FOSA qui sont fonctionnelles, les kits SR font défaut pour minimiser les risques liés aux incidents de protection surtout dans le domaine des VBG...

3. Description Of Beneficiaries

Les localités de Kouango, Markounda, Ippy et Mbrès sont retenus parce qu'elles sont plus touchées par les cas de violation des droits humains et en l'occurrence les VBG dont il n'y a aucun acteur sur le terrain dans ces zones. Le projet vise des bénéficiaires qui sont particulièrement des personnes les plus affectées par les récentes crises dans les localités ici ciblées. Nous avons ainsi donc 1750 hommes, 7250 femmes, 1870 garçons et 2130 filles conformément au concept du genre. Ces bénéficiaires sont répartis en groupe de vulnérabilité à savoir 4047 personnes résidentes et 8953 PDIs. En plus des bénéficiaires directs, nous avons aussi les bénéficiaires indirects sont toutes les communautés tant PDIs que hôtes des localités ciblées par le présent projet et qui ne sont pas directement impliquées ou concernées par les activités programmées ici...

4. Grant Request Justification

Ainsi, fort de tout ce qui précède, VITALITE PLUS à envisager sa contribution pour assurer la prise en charge psychosociale des victimes des SGBV dans les communautés hôtes et les zones de retour de la Nana-Gribizi (Mbrès), la Ouaka (Kouango et Ippy et l'Ouham (Markounda). Quand bien même qu'il est vrai que le processus de retour des PDI dans leur lieu de résidence est encore fortement encouragé, les activités planifiées s'adapteront à ce nouveau contexte dans la dynamique de voire renforcer la sécurité des PDI une fois de retour chez eux. VITALITE PLUS va s'appuyer sur les travailleurs sociaux formés à travers le DIAP pour dérouler le paquet des services de prise en charge holistique des bénéficiaires du projet et elle va aussi former des points focaux en VBG dans les communautés d'accueil. Un focus particulier sera mis sur les approches en matière de prise en charge des enfants, jeunes et adolescents (filles et garçons), y compris les ex-EAFGA selon les standards en matière de violence sexuelles et les autres formes de VBG.

5. Complementarity

Le présent projet complète le paquet des activités prévu par COHEB et VITALITE PLUS à Kouango en santé et éducation, par SCI et VITALITE PLUS aux Mbrès dans les mêmes domaines. L'organisation est en train d'appuyer le fonctionnement des foyers féminins à Bossangoa, Kaga-Bandoro et Ippy sur financement de l'UNFPA avec un volet de réduction de la mortalité maternelle. VITALITE PLUS est présente dans ces localités ciblées et avec les activités planifiées ici depuis plus de 4 ans. Elle dispose des ressources humaines, matérielles et logistiques pour la mise en œuvre du projet. En 2013 et 2014, le staff de ces organisations a été formé à plusieurs reprises sur le DIAP et les différentes thématiques liées à la santé de reproduction, la prévention des VBG, la lutte contre la mortalité maternelle... Elles ont répliqué ces formations en renforçant les capacités de plus de 300 relais communautaires disponibles dans les zones ici ciblées. VITALITE PLUS est en train de mettre en œuvre un projet de même type à Bangui, Kaga-Bandoro et Bambari sur fond CHF. Et, avec le présent projet ça sera une couverture géographique assez large en réponse aux VBG.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Contribuer à la réduction des violences sexuelles et basées sur le genre pour les populations affectées par les récentes crises dans les communautés hôtes et les zones de retour dans la Nana-Gribizi (Mbrès), la Ouaka (Kouango et Ippy) et l'Ouham (Markounda).

Protection

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2015 Obj 4 : Renforcer les capacités des mécanismes de protection communautaires pour pérenniser les réponses de protection et favoriser les solutions durables dans le pays	Objectif 4 SRP-2015 : Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration.	50
2015 Obj 3 : Assurer la prévention, la protection et la prise en charge pour les violences basées sur le genre (VBG)	Objectif 2 SRP-2015 : Renforcer la protection des civils, y compris leurs droits fondamentaux, en particulier ceux des enfants et des femmes	50

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le présent projet contribue aux objectifs de cette allocation du fait qu'il concourt à créer un climat de confiance entre les communautés en vue de favoriser le retour des IDPs dans leurs zones de résidence, en s'appuyant sur des mécanismes de protection et de dialogue communautaires orientés vers la pérennisation des acquis du projet (solutions durables) et l'analyse des risques, en ciblant les enfants et femmes victimes et survivantes des VBG dans ces localités gravement affectées par les récentes et récurrentes crises, par l'apport donné aux besoins de protection à travers ce projet.

Outcome 1

Contribuer à la réduction des violences sexuelles et basées sur le genre pour les populations affectées par les récentes crises dans les communautés hôtes et les zones de retour dans la Nana-Gribizi (Mbrès), la Ouaka (Kouango et Ippy) et l'Ouham (Markounda).

Output 1.1

Description

100% des victimes des VBG identifiées sont prises en charge holistiquement dans les communautés hôtes et les zones de retour dans la Nana-Gribizi (Mbrès), la Ouaka (Kouango et Ippy) et l'Ouham (Markounda).

Assumptions & Risks

Politique : Très élevé (ne pas s'impliquer dans les activités politiques)
 Economique : Élevé (la pauvreté amène les bénéficiaires à monéyer les kits qu'ils ont reçu; multiplier les activités de communication pour un changement de comportement)
 Environnemental : Faible (Pas pertinent car n'est pas facilement envisageable)
 Social : Faible (Pas pertinent)
 Sécurité : Stable (La zone reste assez calme depuis au moins les 3 derniers mois, la situation sécuritaire permet la réalisation des activités)
 Accessibilité : Moyen (Les zones d'intervention sont accessibles, toutefois choisir des véhicules robustes et en bon état, convoie envoyé avec une bonne longueur de temps)

Activities

Activity 1.1.1

Identifier les risques des VBG dans les communautés hôtes et les zones de retour et informer les retournés et les familles d'accueil sur la disponibilité des structures d'offre de service de prise en charge des VBG et les concepts de VBG

Activity 1.1.2

Identifier et former les animateurs, les points focaux VBG et relais communautaires (homes/femmes/garçons/filles dont certains sont issus des groupes armés qui sont à l'origine de nombreux cas de violation desdits droits humains) sur les principes directeurs et l'accueil des survivantes, le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers connaissance du droit de l'homme

Activity 1.1.3

Identifier et former les leaders communautaires (hommes/femmes) sur les facteurs de risques, la prévention de VBG, le référencement des victimes de violences, le droit international humanitaire et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants'

Activity 1.1.4

Diffuser le circuit de référencement pour la prise en charge des VBG dans les quartiers/villages et autres zones de retour; avec les kits de dignité confectionnés aux survivantes des VBG et aux femmes déplacées vulnérables et à risque des violences

Activity 1.1.5

Mettre en place et rendre opérationnels des Comités de paix et de lutte contre les VBG dans les localités du projet avec au moins 35% de femmes/filles dotées de pouvoir de décision), pour les amener à continuer et pérenniser les activités dans leurs localités quand bien même le projet va prendre fin.

Activity 1.1.6

Identifier et former les membres des Comités de paix et de lutte contre les VBG (hommes/femmes/filles/garçons) sur les techniques d'IECCC, de l'identification des victimes de violence et d'appui à la réinsertion des victimes de VBG au sein de la communauté, et sur le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers la connaissance du droit de l'homme, pour les amener à rétablir la paix et la cohésion sociale afin que les droits humains fondamentaux soient les mieux respectés

Activity 1.1.7

Sensibiliser toutes les couches sociales y compris les groupes armés (hommes/femmes/filles/garçons) sur les VIH/VBG, la cohésion sociale, le rétablissement de la paix et la gestion des conflits communautaires, et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants, par localités.

Activity 1.1.8

Ouvrir et rendre opérationnels avec les Points Focaux VBG des centres de prise en charge médicale (FOSA) et psychosociale (Point d'écoute/centre d'écoute) pour un appui aux enfants (garçons/filles) et femmes victimes des VBG

Activity 1.1.9

Appuyer la mise en place d'un mécanisme d'alerte sur les VS par les comités de paix et le référencement des victimes et survivantes des VBG à travers les mécanismes de protection communautaire

Activity 1.1.10

Suivre et évaluer régulièrement les activités du projet

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle Target
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.1.1	Protection	% des retournés et les familles d'accueil informés sur la disponibilité des structures d'offre de service de prise en charge des VBG et les concepts de VBG					100
Means of Verification : Sondage, enquête ménages							
Indicator 1.1.10	Protection	# de personnes directement touchées par les initiatives de protection communautaires (ref SRP 4.1)	1,750	7,250	1,870	2,130	13,000
Means of Verification : Rapports d'activités							
Indicator 1.1.2	Protection	Nombre d'animateurs, points focaux VBG et relais communautaires (hommes/femmes/garçons/filles dont certains sont issus des groupes armés qui sont à l'origine de nombreux cas de violation des droits humains) identifiés et formés sur les principes direct					60
Means of Verification : Rapports de formation, listes de présence							
Indicator 1.1.3	Protection	Nombre de leaders communautaires (hommes/femmes) identifiés et formés sur les facteurs de risques, la prévention de VBG, le référencement des victimes de violences, le droit international humanitaire et les droits humains fondamentaux surtout les droits d					100
Means of Verification : Rapports de formation, liste de présence							
Indicator 1.1.4	Protection	Nb de systèmes de référencement fonctionnel en place et comprenant les services multisectoriels (santé, psychosocial, juridique et sécurité) pour les survivants de VBG (ref SRP 3.1)					8
Means of Verification : Rapports de distribution							
Indicator 1.1.5	Protection	Nombre de Comités de Paix, Dialogue Sociale et lutte contre les VBG mis en place dans les localités du projet (dont au moins 35% de femmes/filles dotées de pouvoir de décision).					8
Means of Verification : Rapports d'activités							
Indicator 1.1.6	Protection	Nombre des membres des Comités de Paix et lutte contre les VBG identifiés et formés (hommes/femmes/filles/garçons) sur les techniques d'IECCC, de l'identification des victimes de violence et d'appui à la réinsertion des victimes de VBG au sein de la commu					60
Means of Verification : Rapports de formation, listes de présence							

Activity 1.1.6: Identifier et former les membres des Comités de paix et de lutte contre les VBG (hommes/femmes/filles/garçons) sur les techniques d'IECCC, de l'identification des victimes de violence et d'appui à la réinsertion des victimes de VBG au sein de la communauté, et sur le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers la connaissance du droit de l'homme, pour les amener à rétablir la paix et la cohésion sociale afin que les droits humains fondamentaux soient les mieux respectés	2015								X	X			X
	2016	X											
Activity 1.1.7: Sensibiliser toutes les couches sociales y compris les groupes armés (hommes/femmes/filles/garçons) sur les VIH/VBG, la cohésion sociale, le rétablissement de la paix et la gestion des conflits communautaires, et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants, par localités.	2015								X	X	X	X	X
	2016	X	X	X	X								
Activity 1.1.8: Ouvrir et rendre opérationnels avec les Points Focaux VBG des centres de prise en charge médicale (FOSA) et psychosociale (Point d'écoute/centre d'écoute) pour un appui aux enfants (garçons/filles) et femmes victimes des VBG	2015										X	X	X
	2016	X	X	X	X								
Activity 1.1.9: Appuyer la mise en place d'un mécanisme d'alerte sur les VS par les comités de paix et le référencement des victimes et survivantes des VBG à travers les mécanismes de protection communautaire	2015										X	X	X
	2016	X	X	X	X								

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Toutes les parties impliquées dans le projet prendront part aux activités depuis la mise en œuvre, en passant par le suivi et l'évaluation en vue de garantir l'atteinte des résultats escomptés. Au démarrage des activités, le projet devra être clairement présenté à toutes les parties prenantes y compris les représentants des bénéficiaires.

Aussi, des réunions de coordination se tiendront selon une périodicité mensuelle pendant laquelle les résultats des actions sur le terrain seront présentés aux partenaires de protection et de santé. Ces réunions se tiennent le début de chaque nouveau mois pour faire le point des activités du mois passé et faire des suggestions pour améliorer l'efficacité et l'efficience du projet. Prennent part à ces réunions, le staff local de VITALITE PLUS, des sous-clusters protection et les directions régionales des affaires sociales concernées, les superviseurs du site ou chantier, les représentants préfectoraux ou sous-préfectoraux, les membres des comités de paix et cohésion sociale, les leaders communautaires influents, etc. Toutes les activités seront mises en œuvre dans le respect du principe de "Ne Pas Nuire" c'est-à-dire qu'elles ne favoriseront pas la naissance d'autres sources de conflits au sein des communautés et donneront l'occasion aux bénéficiaires appuyés d'être à mesure de bâtir leur résilience avec les effets du projet.

Implementation Plan

Le projet va démarrer par une vaste campagne de sensibilisation sur la lutte contre les VBG et les droits humains, les VIH, la cohésion sociale et la gestion des conflits communautaires, par localités. En même temps, se fera l'identification des leaders communautaires influents, les relais communautaires et membres des comités de lutte contre les VBG qui seront mis en place. Cette phase sera bouclée par la confection et distribution des kits de dignité aux survivantes des VBG et aux femmes déplacées vulnérables et à risque des violences, ainsi que la distribution des circuits de référencement.

Toutes les activités de formation/renforcement des capacités, distribution et autres appuis divers démarreront à partir du second mois du projet. A partir du troisième mois, interviendra l'ouverture des points d'écoute pour les cas des victimes et survivantes des VBG...

La coordination se fera tout d'abord au niveau sectoriel ou vertical avec l'organisation VITALITE PLUS au travers de ses structures décentralisées des zones du projet et le bureau exécutif à Bangui, et les responsables en charge du CHF (OCHA), le cluster et les sous-clusters protection (groupe sectoriel GBV), puis de manière horizontale avec les responsables en charge des affaires sociales au plan national, et les responsables administratifs tels que les Préfets, Maires, Chefs de groupes et de villages/quartiers, chefs de districts sanitaires... Ces interventions au début, pendant et à la fin du projet ont pour but de permettre une lisibilité et un meilleur suivi du projet et se réalisera au travers des réunions ainsi que la production des différents rapports hebdomadaires, mensuels et à la fin du projet

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
IRC	Prise en charge psychosociale des victimes et survivantes des VBG
INTERSOS	Monitoring de protection sur l'axe Kaga-Bandoro et Mbrès
MERCY CORPS	Prise en charge psychosociale des victimes et survivantes des VBG

Environment Marker Of The Project

Gender Marker Of The Project

2b- The principal purpose of the project is to advance gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

Le but principal du projet est de faire progresser l'égalité des sexes en aidant les hommes, femmes, garçons et filles à se retrouver dans la mise en œuvre du projet. C'est ainsi que les données sont désagrégées de manière à bien suivre chaque catégorie de personne pour ne pas en perdre de vue une. Les activités qui seront développées à travers ce projet reposent sur les besoins spécifiques et les intérêts stratégiques identifiés auprès et avec les bénéficiaires, sur la base des relations égalitaires entre hommes, femmes, garçons et filles.

Protection Mainstreaming

Les questions de protection respecteront les prescriptions décrites dans le manuel des procédures applicables au sein de VITALITE PLUS et les lois et règlements dans le domaine des droits humains tant au niveau national qu'international, en n'oubliant pas le principe de "ne pas nuire" dans les interventions du projet.

Country Specific Information

Safety and Security

Les zones de mise en œuvre du projet restent assez calmes depuis au moins les 4 dernières semaines, la situation sécuritaire permet la réalisation des activités. Toutefois le personnel devant intervenir dans le cadre des activités du présent projet se conformera aux principes de sécurité, au code de bonne conduite et aux procédures administratives, logistiques et financières applicables au sein de VITALITE PLUS. La participation aux réunions de coordination où sont débattues les questions de sécurité aidera aussi le personnel. L'implication des communautés dans la mise en œuvre des activités est une garantie pour la sécurité et du personnel et des petits matériels et équipements qui seront déployés sur les différents chantiers ouverts. La collaboration avec les autorités sanitaires et des affaires sociales, les autorités locales et administratives ainsi que les leaders communautaires et influents n'est pas à négliger. L'engagement des groupes armés à libérer les locaux de l'administration renforce les conditions sécuritaires des zones de la mise en œuvre du projet. Lors de la mise en œuvre des activités, VITALITE PLUS se conformera à l'ensemble des lois et réglementations nationales et en matière de protection des droits humains (surtout droits des femmes et enfants) et du droit humanitaire international applicables au présent projet.

Access

Les zones de mise en œuvre du projet restent assez calme depuis au moins les 4 dernières semaines, la situation sécuritaire permet la réalisation des activités et son amélioration favorise l'accessibilité des zones du projet. A part l'axe Sibut-Grimari qui est si dégradé avec des risques d'embourbement quand il pleut ainsi que les barrières illégales, les zones d'intervention du projet sont accessibles à l'heure actuelle et surtout que nous marquons notre entrée en saison sèche. Toutefois, en cas de convoyage des matériaux et équipements sur les chantiers, il vaut mieux choisir des véhicules robustes et en bon état, prendre soin de lancer les convoies avec une bonne longueur de temps.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Chef de projet	D	1	800	9	100%	7,200.00
	<i>Gestionnaire du projet, il est recruté à temps plein pour 800\$US par mois pendant la durée des 9 mois. Le CHF supporte le budget à 100%</i>						
1.2	Coordonnateurs Protection	D	3	445	9	98%	11,774.70
	<i>Coordonne toutes les activités de protection et en prépare les différents rapports et documents y relatifs à transmettre aux partenaires ou à documenter pour le projet. Ils sont supportés par le budget à 100% pour 445 \$US par mois pendant 9 mois et rapporte au Chef de Projet.</i>						
1.3	Secrétaire comptable	D	2	600	9	85%	9,180.00
	<i>Il est prévu 2 secrétaires comptables par régions/zones de mise en œuvre du projet hors de Bangui dont 1 à Kaga-Bandoro et 1 à Bambari où se trouve le bureau du siège des sous-clusters régionaux. Chacun aura 600\$US pendant 9 mois et le CHF supporte le budget à hauteur de 85%.</i>						
1.4	Gardiens	D	4	150	9	90%	4,860.00
	<i>Ils assurent la sécurité des locaux et les kits qui y seront entreposés pour distribution. En prendre 2 par bureau de zone, cela nous donne 4 gardiens à payer à 150\$US chacun et par mois pendant la durée du projet (9 mois). Le CHF couvre 90%.</i>						
1.5	Responsables Psychosociaux	D	2	375	9	98%	6,615.00
	<i>Ils assurent la prise en charge psychosociale des victimes et survivantes des VBG. Pris en charge à hauteur de 375 \$US chacun le mois, le CHF les supporte à 100%</i>						
	Section Total						39,629.70
Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Production des supports de sensibilisation	D	3000	9	1	80%	21,600.00
	<i>Les supports de sensibilisation sont constitués des tee-shirts, banderoles, affiches, casquettes..., qui permettent de véhiculer les messages clés du projet. Il est prévu un forfait de 9\$US par bénéficiaire pour la production de ces supports. Le CHF supporte 80% du budget.</i>						
2.2	Supports et kits pour les formations	D	400	3.5	4	100%	5,600.00
	<i>Il es prévu un forfait de 3.50\$US pour mettre à la disposition des 400 participants aux différentes sessions de formation les kits composés de stylos, blocs note, chemises à sangle..., par session. Il faut compter 4 sessions de formation pour la durée du projet. Le CHF supporte 100% du budget.</i>						
2.3	Fournitures de bureaux	D	1	490	4	100%	1,960.00
	<i>Un forfait de 490\$US est prévu pour acheter les fournitures de bureau en vue de faire fonctionner l'administration du projet (rédaction des rapports, production des supports de collecte des données...). Le CHF supporte 100% du budget.</i>						
2.4	Carburant pour les véhicules	D	3000	2	1	80%	4,800.00

	<i>Il est prévu 3000 litres de carburant pour couvrir tous les besoins des véhicules pendant les 9 mois du projet, vendu à 2\$US le litre. Le carburant est réparti à raison de 1000 litres par zone/localité. Le CHF supporte 80% du budget.</i>							
	Section Total							33,960.00
Contractual Services								
4.1	Location du véhicule pour les activités de suivi et collecte des données	D	8	140	9	100%		10,080.00
	<i>Un véhicule est loué pour 8 jours de mission de suivi à 140\$US/jour pendant 9 mois. Le CHF supporte 100% du budget.</i>							
4.2	Confection des kits de dignité aux survivantes VBG	D	150	200	1	100%		30,000.00
	<i>A Markounda, Mbrès, Kouango et Ippy, chacune des survivantes auront 1 kit de dignité en vue de réduire leur vulnérabilité. Le CHF supporte 100% du budget.</i>							
4.3	Suivi par le chef de district sanitaire pour les cas de prise en charge médicale	D	4	60	9	100%		2,159.35
	<i>Les chefs de district sanitaire des zones concernées reçoivent un forfait de 20\$US pendant 9 mois pour s'acheter les crédits de téléphone leur permettant de communiquer les données collectées. Le CHF supporte 100% du budget.</i>							
4.4	Prime des 60 animateurs et relais communautaires lors des 9 campagnes de sensibilisation par localités	D	60	15	33	81%		24,095.61
	<i>60 animateurs et relais communautaires vont battre campagne avec une prime de 15\$US par personne pendant 33 jours. Le CHF supporte 81% du budget.</i>							
4.5	Appui au staff médical assurant la prise en charge des survivantes des VBG	D	30	50	9	100%		13,498.65
	<i>les 30 staff médicaux reçoivent une prime d'encouragement de 50\$US chacun par mois pour la prise en charge des victimes et survivantes des VBG. Le CHF supporte 100%</i>							
4.6	Achat des médicaments pour la prise en charge des victimes et survivantes des VBG	D	4	600	2	100%		4,800.00
	<i>Médicament pour assurer la gratuité de la prise en charge médicale des victimes et survivantes des VBG</i>							
4.7	Location de camion pour le transport des intrants (kits de dignité et médicaments achetés)	D	2	700	2	100%		2,800.00
	<i>1 camion est loué pour assurer le transport des intrants (kits de dignité et médicaments achetés) sur les 2 zones du projet en aller et retour. Le CHF finance 100% du budget</i>							
	Section Total							87,433.61
General Operating and Other Direct Costs								
7.1	Formation des 50 relais communautaires	D	2	608	9	91%		9,959.04
	<i>Un forfait de 608 \$US est prévu pour organiser 3 sessions de formation de 3 jours par localité des 50 animateurs et relais communautaires soit 25 par localité. Le CHF supporte 91% du budget.</i>							
7.2	Formation des 60 leaders communautaires influents	D	2	625	9	97%		10,912.50
	<i>Un forfait de 625 \$US est prévu pour organiser 3 sessions de formation de 3 jours par localité des 60 leaders communautaires dont 30 par localité. Le CHF supporte 97% du budget.</i>							
7.3	Formation des 90 membres des Comités de Paix, Dialogue Sociale et lutte contre les SGBV	D	2	645	9	90%		10,449.00
	<i>Un forfait de 645 \$US est prévu pour organiser 3 sessions de formation de 3 jours par localité des 90 membres des comités de paix, dialogues et lutte contre les SGBV, dont 5 comités de 9 membres par localité. Le CHF supporte 90% du budget.</i>							
7.4	Formation des 30 personnels de santé des zones d'intervention du projet (home et femme) sur la prise en charge des VBG en situation de crise et les techniques et méthodes de déclenchement des alertes en cas de pique de viols	D	2	601	9	96%		10,403.67
	<i>Un forfait de 601 \$US est prévu pour organiser 3 sessions de formation de 3 jours par localité des 30 personnels de santé des zones d'intervention du projet (home et femme) sur la prise en charge des VBG en situation de crise et les techniques et méthodes de déclenchement des alertes en cas de pique de viols. Le CHF supporte 96.17% du budget.</i>							
7.5	Organisation des campagnes de sensibilisation	D	4	458	9	82%		13,450.91

	<i>Pour les activités liées aux campagnes d'IECCC sur les différentes thématiques liées aux VBG. Il est prévu 1 campagne par localité soit en tout 4 campagnes par mois à 458 \$US la campagne. Le CHF finance 81.58%. Les campagnes s'alternent de porte-à-porte aux sensibilisation de masse et sur les ondes des radios locales en vue de toucher le plus grand public.</i>		
	Section Total		55,175.12
SubTotal	6683		216,198.43
Direct			216,198.43
Support			
PSC Cost			
PSC Cost Percent			7%
PSC Amount			15,133.89
Total Cost			231,332.32
Audit Cost		1%	2,313.33
Grand Total CHF Cost			233,645.65

Project Locations

Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Ouaka -> Mbrès	50	438	1,813	468	533	3,252	<p>Activity 1.1.1 : Identifier les risques des VBG dans les communautés hôtes et les zones de retour et informer les retournés et les familles d'accueil sur la disponibilité des structures d'offre de service de prise en charge des VBG et les concepts de VBG</p> <p>Activity 1.1.10 : Suivre et évaluer régulièrement les activités du projet</p> <p>Activity 1.1.2 : Identifier et former les animateurs, les points focaux VBG et relais communautaires (hommes/femmes/garçons/filles dont certains sont issus des groupes armés qui sont à l'origine de nombreux cas de violation des droits humains) sur les principes directeurs et l'accueil des survivantes, le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers connaissance du droit de l'homme</p> <p>Activity 1.1.3 : Identifier et former les leaders communautaires (hommes/femmes) sur les facteurs de risques, la prévention de VBG, le référencement des victimes de violences, le droit international humanitaire et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants'</p> <p>Activity 1.1.4 : Diffuser le circuit de référencement pour la prise en charge des VBG dans les quartiers/villages et autres zones de retour; avec les kits de dignité confectionnés aux survivantes des VBG et aux femmes déplacées vulnérables et à risque des violences</p> <p>Activity 1.1.5 : Mettre en place et rendre opérationnels des Comités de paix et de lutte contre les VBG dans les localités du projet avec au moins 35% de femmes/filles dotées de pouvoir de décision), pour les amener à continuer et pérenniser les activités dans leurs localités quand bien même le projet va prendre fin.</p> <p>Activity 1.1.6 : Identifier et former les membres des Comités de paix et de lutte contre les VBG (hommes/femmes/filles/garçons) sur les techniques d'IECCC, de l'identification des victimes de violence et d'appui à la réinsertion des victimes de VBG au sein de la communauté, et sur le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers la connaissance du droit de l'homme, pour les amener à rétablir la paix et la cohésion sociale afin que les droits humains fondamentaux soient les mieux respectés</p> <p>Activity 1.1.7 : Sensibiliser toutes les couches sociales y compris les groupes armés (hommes/femmes/filles/garçons) sur les VIH/VBG, la cohésion sociale, le rétablissement de la paix et la gestion des conflits communautaires, et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants, par localités.</p> <p>Activity 1.1.8 : Ouvrir et rendre opérationnels avec les Points Focaux VBG des centres de prise en charge médicale (FOSA) et psychosociale (Point d'écoute/centre d'écoute) pour un appui aux enfants (garçons/filles) et femmes victimes des VBG</p> <p>Activity 1.1.9 : Appuyer la mise en place d'un mécanisme d'alerte sur les VS par les comités de paix et le référencement des victimes et survivantes des VBG à travers les mécanismes de protection communautaire</p>

Ouaka -> Kouango	50	438	1,813	468	533	3,252	<p>Activity 1.1.1 : Identifier les risques des VBG dans les communautés hôtes et les zones de retour et informer les retournés et les familles d'accueil sur la disponibilité des structures d'offre de service de prise en charge des VBG et les concepts de VBG</p> <p>Activity 1.1.10 : Suivre et évaluer régulièrement les activités du projet</p> <p>Activity 1.1.2 : Identifier et former les animateurs, les points focaux VBG et relais communautaires (homes/femmes/garçons/filles dont certains sont issus des groupes armés qui sont à l'origine de nombreux cas de violation des droits humains) sur les principes directeurs et l'accueil des survivantes, le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers la connaissance du droit de l'homme</p> <p>Activity 1.1.3 : Identifier et former les leaders communautaires (hommes/femmes) sur les facteurs de risques, la prévention de VBG, le référencement des victimes de violences, le droit international humanitaire et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants'</p> <p>Activity 1.1.4 : Diffuser le circuit de référencement pour la prise en charge des VBG dans les quartiers/villages et autres zones de retour; avec les kits de dignité confectionnés aux survivantes des VBG et aux femmes déplacées vulnérables et à risque des violences</p> <p>Activity 1.1.5 : Mettre en place et rendre opérationnels des Comités de paix et de lutte contre les VBG dans les localités du projet avec au moins 35% de femmes/filles dotées de pouvoir de décision), pour les amener à continuer et pérenniser les activités dans leurs localités quand bien même le projet va prendre fin.</p> <p>Activity 1.1.6 : Identifier et former les membres des Comités de paix et de lutte contre les VBG (hommes/femmes/filles/garçons) sur les techniques d'IECCC, de l'identification des victimes de violence et d'appui à la réinsertion des victimes de VBG au sein de la communauté, et sur le respect du droit de l'homme surtout chez les enfants et la contribution vers la connaissance du droit de l'homme, pour les amener à rétablir la paix et la cohésion sociale afin que les droits humains fondamentaux soient les mieux respectés</p> <p>Activity 1.1.7 : Sensibiliser toutes les couches sociales y compris les groupes armés (hommes/femmes/filles/garçons) sur les VIH/VBG, la cohésion sociale, le rétablissement de la paix et la gestion des conflits communautaires, et les droits humains fondamentaux surtout les droits des femmes et des enfants, par localités.</p> <p>Activity 1.1.8 : Ouvrir et rendre opérationnels avec les Points Focaux VBG des centres de prise en charge médicale (FOSA) et psychosociale (Point d'écoute/centre d'écoute) pour un appui aux enfants (garçons/filles) et femmes victimes des VBG</p> <p>Activity 1.1.9 : Appuyer la mise en place d'un mécanisme d'alerte sur les VS par les comités de paix et le référencement des victimes et survivantes des VBG à travers les mécanismes de protection communautaire</p>
------------------	----	-----	-------	-----	-----	-------	---

Documents	
Category Name	Document Description